

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31837]

**2 AVRIL 2015. — Décret portant assentiment à la Convention OIT n° 128  
concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** La Convention OIT n° 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967, sortira son plein et entier effet.

*Annexe au décret portant assentiment à la Convention OIT n° 128  
concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967*

Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants,  
adoptée par la Conférence à sa cinquante et unième session, Genève, 29 juin 1967

Préambule

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1967, en sa cinquante et unième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, de la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933, de la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933, de la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933, de la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent soixante-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967.

PARTIE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1<sup>er</sup>

Aux fins de la présente convention :

(a) le terme législation comprend les lois et règlements, aussi bien que les dispositions statutaires en matière de sécurité sociale;

(b) le terme prescrit signifie déterminé par ou en vertu de la législation nationale;

(c) le terme entreprise industrielle comprend toute entreprise relevant des branches suivantes d'activité économique : industries extractives; industries manufacturières; bâtiment et travaux publics; électricité, gaz, eau et services sanitaires; transports, entrepôts et communications;

(d) le terme résidence désigne la résidence habituelle sur le territoire du Membre, et le terme résident désigne une personne qui réside habituellement sur le territoire du Membre;

(e) le terme à charge vise l'état de dépendance présumé existant dans des cas prescrits;

(f) le terme épouse désigne une épouse qui est à la charge de son mari;

(g) le terme veuve désigne une femme qui était à la charge de son époux au moment du décès de celui-ci;

(h) le terme enfant désigne :

(i) un enfant qui est au-dessous de l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin ou un enfant de moins de quinze ans, l'âge le plus élevé devant être pris en considération;

(ii) dans des conditions prescrites, un enfant au-dessous d'un âge plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent, lorsqu'il est placé en apprentissage, poursuit ses études ou est atteint d'une maladie chronique ou d'une infirmité le rendant inapte à l'exercice d'une activité professionnelle quelconque, à moins que la législation nationale ne définisse le terme enfant comme comprenant tout enfant au-dessous d'un âge sensiblement plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent;

(i) le terme stage désigne soit une période de cotisation, soit une période d'emploi, soit une période de résidence, soit une combinaison quelconque de ces périodes, selon ce qui est prescrit;

(j) les termes prestations contributives et prestations non contributives désignent respectivement les prestations dont l'octroi dépend et les prestations dont l'octroi ne dépend pas d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, ou d'une condition de stage professionnel.

Article 2

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit appliquer :

(a) la partie I;

(b) l'une au moins des parties II, III et IV;

(c) les dispositions correspondantes des parties V et VI;

(d) la partie VII.

2. Tout Membre doit spécifier dans sa ratification la partie ou les parties, parmi les parties II à IV de la présente convention, pour lesquelles il accepte les obligations découlant de la convention.

## Article 3

1. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut, par la suite, notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'une ou plusieurs des parties II à IV qui n'ont pas déjà été spécifiées dans sa ratification.

2. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification et porteront des effets identiques dès la date de leur notification.

## Article 4

1. Un Membre dont l'économie n'a pas atteint un développement suffisant peut, par une déclaration motivée accompagnant sa ratification, se réserver le bénéfice des dérogations temporaires prévues au paragraphe 2 de l'article 9, au paragraphe 2 de l'article 13, au paragraphe 2 de l'article 16 et au paragraphe 2 de l'article 22.

2. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, faire connaître à propos de chacune des dérogations dont il s'est réservé le bénéfice :

(a) soit que les raisons qu'il a eues pour ce faire existent toujours;

(b) soit qu'il renonce, à partir d'une date déterminée, à se prévaloir de la dérogation en question.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article devra augmenter le nombre des salariés protégés, lorsque les circonstances le permettront.

## Article 5

Lorsque, en vue de l'application de l'une quelconque des parties II à IV de la présente convention visée par sa ratification, un Membre est tenu de protéger des catégories prescrites de personnes formant, au total, au moins un pourcentage déterminé des salariés ou de l'ensemble de la population économiquement active, ce Membre doit s'assurer, avant de s'engager à appliquer ladite partie, que le pourcentage en question est atteint.

## Article 6

En vue d'appliquer les parties II, III ou IV de la présente convention, un Membre peut prendre en compte la protection résultant d'assurances qui, en vertu de sa législation, ne sont pas obligatoires pour les personnes protégées, lorsque ces assurances :

(a) sont contrôlées par les autorités publiques ou administrées en commun, conformément à des normes prescrites, par les employeurs et les travailleurs;

(b) couvrent une partie substantielle des personnes dont le gain ne dépasse pas celui de l'ouvrier masculin qualifié;

(c) satisfont, conjointement avec les autres formes de protection, s'il y a lieu, aux dispositions de la convention qui leur sont relatives.

## PARTIE II. — PRESTATIONS D'INVALIDITÉ

## Article 7

Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations d'invalidité, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

## Article 8

L'éventualité couverte doit comprendre l'incapacité d'exercer une activité professionnelle quelconque, dans une mesure prescrite, lorsqu'il est probable que cette incapacité sera permanente ou lorsqu'elle subsiste à l'expiration d'une période prescrite d'incapacité temporaire ou initiale.

## Article 9

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit tous les salariés, y compris les apprentis;

(b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

(c) soit tous les résidents ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 pour cent au moins de l'ensemble des salariés;

(b) soit les catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 pour cent au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

## Article 10

Les prestations d'invalidité doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

(a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

(b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

## Article 11

1. Les prestations visées à l'article 10 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

(a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en quinze années de cotisation ou d'emploi, soit en dix années de résidence;

(b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation et au titre de laquelle ont été versées, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel ou le nombre annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations d'invalidité est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation, d'emploi ou de résidence, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

(a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence;

(b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation et au titre de laquelle a été versée, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel ou du nombre annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence, mais inférieur à quinze années de cotisation ou d'emploi ou à dix années de résidence; des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cotisation ou d'emploi qui ne devrait pas dépasser cinq années à un âge minimum prescrit, mais qui peut être plus élevé en fonction de l'âge sans toutefois pouvoir dépasser un nombre maximum d'années prescrit.

#### Article 12

Les prestations visées aux articles 10 et 11 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité ou jusqu'à leur remplacement par des prestations de vieillesse.

#### Article 13

1. Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit, dans des conditions prescrites :

(a) prévoir des services de rééducation destinés à préparer les invalides, dans tous les cas où cela est possible, à reprendre leur activité antérieure ou, si cela n'est pas possible, à exercer une autre activité professionnelle qui convienne le mieux possible à leurs aptitudes et à leurs capacités;

(b) prendre des mesures tendant à faciliter le placement des invalides dans un emploi approprié.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, le Membre intéressé peut déroger aux dispositions du paragraphe précédent

### PARTIE III. — PRESTATIONS DE VIEILLESSE

#### Article 14

Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations de vieillesse, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

#### Article 15

1. L'éventualité couverte est la survivance au-delà d'un âge prescrit.

2. L'âge prescrit ne doit pas dépasser soixante-cinq ans. Toutefois, un âge supérieur peut être prescrit par les autorités compétentes, eu égard à des critères démographiques, économiques et sociaux appropriés, justifiés par des statistiques.

3. Si l'âge prescrit est égal ou supérieur à soixante-cinq ans, cet âge doit être abaissé, dans des conditions prescrites, pour les personnes qui ont été occupées à des travaux considérés par la législation nationale comme pénibles ou insalubres aux fins de l'attribution des prestations de vieillesse.

#### Article 16

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit tous les salariés, y compris les apprentis;

(b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

(c) soit tous les résidents ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 pour cent au moins de l'ensemble des salariés;

(b) soit des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 pour cent au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

#### Article 17

Les prestations de vieillesse doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

(a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

(b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

#### Article 18

1. Les prestations visées à l'article 17 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

(a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en trente années de cotisation ou d'emploi, soit en vingt années de résidence;

(b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, un stage de cotisation prescrit et au titre de laquelle ont été versées, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations de vieillesse est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

(a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de quinze années de cotisation ou d'emploi;

(b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, un stage de cotisation prescrit et au titre de laquelle a été versée, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, soit dix années de cotisation ou d'emploi, soit cinq années de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à dix années de cotisation ou d'emploi ou à cinq années de résidence, mais inférieur à trente années de cotisation ou d'emploi ou à vingt années de résidence. Au cas où ledit stage est supérieur à quinze années de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

#### Article 19

Les prestations visées aux articles 17 et 18 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité.

### PARTIE IV. — PRESTATIONS DE SURVIVANTS

#### Article 20

Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations de survivants, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

#### Article 21

1. L'éventualité couverte doit comprendre la perte de moyens d'existence subie par la veuve ou les enfants du fait du décès du soutien de famille.

2. Le droit d'une veuve à des prestations de survivants peut être subordonné à la condition qu'elle ait atteint un âge prescrit. Cet âge ne doit pas être supérieur à l'âge prescrit pour avoir droit aux prestations de vieillesse.

3. Toutefois, aucune condition d'âge ne peut être exigée :

(a) soit lorsque la veuve est invalide, dans le sens prescrit;

(b) soit lorsque la veuve a un enfant du défunt à sa charge.

4. Pour qu'une veuve sans enfant ait droit à des prestations de survivants, une durée minimum de mariage peut être prescrite.

#### Article 22

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille était salarié ou apprenti;

(b) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de la population économiquement active, formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

(c) soit toutes les veuves, tous les enfants et toutes les autres personnes à charge désignées par la législation nationale qui ont perdu leur soutien de famille, qui ont la qualité de résident et, le cas échéant, dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

(a) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 pour cent au moins de l'ensemble des salariés;

(b) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 pour cent au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

#### Article 23

Les prestations de survivants doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

(a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

(b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

#### Article 24

1. Les prestations visées à l'article 23 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

(a) à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en quinze années de cotisation ou d'emploi, soit en dix années de résidence; toutefois, s'il s'agit de prestations de survivants attribuées à une veuve, l'accomplissement par celle-ci d'un stage prescrit de résidence peut être considéré comme suffisant;

(b) lorsque, en principe, les femmes et les enfants de toutes les personnes économiquement actives sont protégés, à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation, à la condition qu'aient été versées, au titre de ce soutien de famille, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel ou le nombre annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations de survivants est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

(a) à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cinq années de cotisation ou d'emploi;

(b) lorsque, en principe, les femmes et les enfants de toute les personnes économiquement actives sont protégés, à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation, à la condition qu'ait été versée, au titre de ce soutien de famille, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel ou du nombre annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence, mais inférieur à quinze années de cotisation ou d'emploi ou à dix années de résidence. Au cas où le stage requis est un stage de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V sont au moins garanties à toute personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cotisation ou d'emploi qui ne devrait pas dépasser cinq années à un âge minimum prescrit, mais qui peut être plus élevé en fonction de l'âge sans toutefois pouvoir dépasser un nombre maximum d'années prescrit.

#### Article 25

Les prestations visées aux articles 23 et 24 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité.

### PARTIE V. — CALCUL DES PAIEMENTS PÉRIODIQUES

#### Article 26

1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des prestations, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité, doit être tel que, pour le bénéficiaire type visé au tableau annexé à la présente partie, il soit au moins égal, pour l'éventualité en question, au pourcentage indiqué dans ce tableau par rapport au total du gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.

2. Le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille est calculé conformément à des règles prescrites et, lorsque les personnes protégées ou leurs soutiens de famille sont répartis en classes suivant leurs gains, le gain antérieur peut être calculé d'après les gains de base des classes auxquelles ils ont appartenu.

3. Un maximum peut être prescrit pour le montant des prestations ou pour le gain qui est pris en compte dans le calcul des prestations, sous réserve que ce maximum soit fixé de telle sorte que les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article soient satisfaites lorsque le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille est égal ou inférieur au salaire d'un ouvrier masculin qualifié.

4. Le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille, le salaire de l'ouvrier masculin qualifié, les prestations et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.

5. Pour les autres bénéficiaires, les prestations sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.

6. Pour l'application du présent article, un ouvrier masculin qualifié est :

(a) soit un ajusteur ou un tourneur dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;

(b) soit un ouvrier qualifié type, défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant;

(c) soit une personne dont le gain est égal ou supérieur aux gains de 75 pour cent de toutes les personnes protégées, ces gains étant déterminés sur une base annuelle ou sur la base d'une période plus courte, selon ce qui est prescrit;

(d) soit une personne dont le gain est égal à 125 pour cent du gain moyen de toutes les personnes protégées.

7. L'ouvrier qualifié type, pour l'application de l'alinéa b) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité considérée, ou de soutiens de famille de personnes protégées, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées ou de ces soutiens de famille; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1958, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.

8. Lorsque les prestations varient d'une région à une autre, un ouvrier masculin qualifié peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

9. Le salaire de l'ouvrier masculin qualifié est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

#### Article 27

1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des prestations, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité, doit être tel que, pour le bénéficiaire type visé au tableau annexé à la présente partie, il soit au moins égal, pour l'éventualité en question, au pourcentage indiqué dans ce tableau par rapport au total du salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.

2. Le salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin, les prestations et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.

3. Pour les autres bénéficiaires, les prestations sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.

4. Pour l'application du présent article, le manoeuvre ordinaire adulte masculin est :

(a) soit un manoeuvre type dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;

(b) soit un manoeuvre type défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

5. Le manoeuvre type, pour l'application de l'alinéa b) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité considérée, ou de soutiens de famille de personnes protégées, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées ou de ces soutiens de famille; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1958, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.

6. Lorsque les prestations varient d'une région à une autre, un manoeuvre ordinaire adulte masculin peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article.

7. Le salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

#### Article 28

Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique :

(a) le montant des prestations doit être fixé selon un barème prescrit, ou selon un barème arrêté par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;

(b) le montant des prestations ne peut être réduit que dans la mesure où les autres ressources de la famille du bénéficiaire dépassent des montants substantiels prescrits ou arrêtés par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;

(c) le total des prestations et des autres ressources, après déduction des montants substantiels visés à l'alinéa précédent, doit être suffisant pour assurer à la famille du bénéficiaire des conditions de vie saines et convenables et ne doit pas être inférieur au montant des prestations calculé conformément aux dispositions de l'article 27;

(d) les dispositions de l'alinéa précédent seront considérées comme satisfaites si le montant total des prestations payées en vertu de la partie en question dépasse d'au moins 30 pour cent le montant total des prestations que l'on obtiendrait en appliquant les dispositions de l'article 27 et les dispositions de :

(i) l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 9 pour la partie II;

(ii) l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 16 pour la partie III;

(iii) l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 22 pour la partie IV.

#### Article 29

1. Le montant des paiements périodiques en cours visés à l'article 10, à l'article 17 et à l'article 23 sera révisé à la suite de variations sensibles du niveau général des gains ou de variations sensibles du coût de la vie.

2. Tout Membre doit signaler les conclusions tirées de ces révisions dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail et indiquer quelle action a été entreprise à cet égard.

#### TABLEAU (ANNEXE À LA PARTIE V) : PAIEMENTS PÉRIODIQUES AUX BÉNÉFICIAIRES TYPES

Partie	Eventualité	Bénéficiaire type	Pourcentage
II	Invalidité	Homme ayant une épouse et deux enfants	50
III	Vieillesse	Homme ayant une épouse d'âge à pension	45
IV	Décès du soutien de famille	Veuve ayant deux enfants	45

#### PARTIES VI. — DISPOSITIONS COMMUNES

##### Article 30

La législation nationale doit prévoir le maintien des droits en cours d'acquisition aux prestations contributives d'invalidité, de vieillesse et de survivants, dans des conditions prescrites.

##### Article 31

1. Les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être suspendues, dans des conditions prescrites, si le bénéficiaire exerce une activité lucrative.

2. Les prestations contributives d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être réduites, lorsque le gain du bénéficiaire excède un montant prescrit, sans toutefois que la réduction des prestations puisse être supérieure au montant du gain.

3. Les prestations non contributives d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être réduites, lorsque le gain du bénéficiaire, ou ses autres ressources, ou les deux ensemble, excèdent un montant prescrit.

##### Article 32

1. Les prestations auxquelles une personne protégée aurait eu droit en application de l'une quelconque des parties II à IV de la présente convention peuvent être suspendues, dans une mesure qui peut être prescrite :

(a) aussi longtemps que l'intéressé ne se trouve pas sur le territoire du Membre, sauf, dans des conditions prescrites, s'il s'agit de prestations contributives;

(b) aussi longtemps que l'intéressé est entretenu sur des fonds publics ou aux frais d'une institution ou d'un service de sécurité sociale;

(c) lorsque l'intéressé a essayé frauduleusement d'obtenir les prestations en question;

(d) lorsque l'éventualité a été provoquée par un crime ou un délit commis par l'intéressé;

(e) lorsque l'éventualité a été provoquée par une faute grave et intentionnelle de l'intéressé;

(f) dans les cas appropriés, lorsque l'intéressé néglige sans raison valable d'utiliser les services médicaux ou les services de rééducation qui sont à sa disposition, ou n'observe pas les règles prescrites pour la vérification de l'existence de l'éventualité ou pour la conduite des bénéficiaires de prestations;

(g) en ce qui concerne les prestations de survivants attribuées à une veuve, aussi longtemps qu'elle vit en concubinage.

2. Dans les cas et dans les limites qui sont prescrits, une partie des prestations qui auraient été normalement allouées doit être servie aux personnes à la charge de l'intéressé.

#### Article 33

1. Au cas où une personne protégée peut ou aurait pu prétendre simultanément à différentes prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, ces prestations peuvent être réduites dans des conditions et limites prescrites. Toutefois, la personne protégée doit recevoir au total un montant équivalent au moins à celui des prestations les plus favorables.

2. Au cas où une personne protégée peut ou aurait pu prétendre à des prestations prévues par la présente convention et qu'elle reçoit en espèces, pour une même éventualité, d'autres prestations de sécurité sociale, à l'exception des prestations familiales, les prestations dues en vertu de cette convention peuvent être réduites ou suspendues dans des conditions et limites prescrites, sous réserve que la partie des prestations qui est réduite ou suspendue n'excède pas le montant des autres prestations.

#### Article 34

1. Tout requérant doit avoir le droit de former appel en cas de refus des prestations ou de contestation sur leur nature ou sur leur montant.

2. Des procédures doivent être prescrites, qui permettent, le cas échéant, au requérant de se faire représenter ou assister par une personne qualifiée de son choix ou par un délégué d'une organisation représentative des personnes protégées.

#### Article 35

1. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale en ce qui concerne le service des prestations attribuées en application de la présente convention et prendre toutes mesures utiles à cet effet.

2. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale pour la bonne administration des institutions et services qui concourent à l'application de la présente convention.

#### Article 36

Lorsque l'administration n'est pas assurée par une institution réglementée par les autorités publiques ou par un département gouvernemental responsable devant un parlement, des représentants des personnes protégées doivent participer à l'administration dans des conditions prescrites; la législation nationale peut aussi prévoir la participation de représentants des employeurs et des autorités publiques.

### PARTIE VII. — DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 37

Tout Membre dont la législation protège des salariés peut, dans la mesure nécessaire, exclure de l'application de la présente convention :

- (a) les personnes exécutant des travaux occasionnels;
- (b) les membres de la famille de l'employeur, vivant sous son toit, dans la mesure où ils travaillent pour lui;
- (c) d'autres catégories de salariés, dont le nombre ne doit pas excéder 10 pour cent de l'ensemble des salariés autres que ceux qui sont exclus en application des alinéas a) et b) du présent article.

#### Article 38

1. Tout Membre dont la législation protège des salariés peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure temporairement de l'application de la présente convention les salariés du secteur agricole qui ne sont pas encore protégés par sa législation à la date de ladite ratification.

2. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer dans quelle mesure il a donné suite et quelle suite il se propose de donner aux dispositions de la convention en ce qui concerne les salariés du secteur agricole, ainsi que tous progrès réalisés en vue de l'application de la convention auxdits salariés, ou, s'il n'a pas de changement à signaler, fournir toutes explications appropriées.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article devra augmenter le nombre des salariés protégés du secteur agricole dans la mesure et selon le rythme permis par les circonstances.

#### Article 39

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure de l'application de la convention :

- (a) les gens de mer, y compris les marins pêcheurs,
- (b) les agents de la fonction publique,

lorsque ces catégories sont protégées par des régimes spéciaux qui octroient, au total, des prestations au moins équivalentes à celles qui sont prévues par la présente convention.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application du paragraphe précédent est en vigueur, le Membre peut exclure les personnes visées par cette déclaration du nombre des personnes prises en compte pour le calcul des pourcentages prévus à l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 9, à l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 16, à l'alinéa b) du paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 22 et à l'alinéa c) de l'article 37.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article peut, par la suite, notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations de la présente convention en ce qui concerne toute catégorie exclue lors de sa ratification.

#### Article 40

Si une personne protégée peut bénéficier, en vertu de la législation nationale, en cas de décès du soutien de famille, de prestations périodiques autres que des prestations de survivants, ces prestations périodiques peuvent être assimilées à des prestations de survivants aux fins de l'application de la présente convention.

## Article 41

1. Lorsqu'un Membre :

(a) a accepté les obligations de la présente convention en ce qui concerne les parties II, III et IV,

(b) protège un pourcentage de la population économiquement active qui est d'au moins dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), à l'article 16, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), et à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), ou satisfait aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c), de l'article 16, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c), et de l'article 22, paragraphe 1, alinéa c),

(c) garantit en ce qui concerne au moins deux des éventualités couvertes par les parties II, III et IV des prestations d'un montant correspondant à un pourcentage d'au moins cinq unités plus élevé que les pourcentages indiqués dans le tableau annexé à la partie V,

un tel Membre peut se prévaloir des dispositions du paragraphe suivant.

2. Ledit Membre peut :

(a) substituer, aux fins de l'article 11, paragraphe 2, alinéa b), et de l'article 24, paragraphe 2, alinéa b), un stage de cinq années au stage spécifié de trois années;

(b) déterminer les bénéficiaires des prestations de survivants d'une manière différente de celle requise à l'article 21, mais qui assure que le nombre total de bénéficiaires n'est pas inférieur au nombre qui résulterait de l'application de l'article 21.

3. Tout Membre se prévalant des dispositions du paragraphe précédent indiquera, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions visées dans ledit paragraphe et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

## Article 42

1. Lorsqu'un Membre :

(a) a accepté les obligations de la présente convention en ce qui concerne les parties II, III et IV,

(b) protège un pourcentage de la population économiquement active qui est d'au moins dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), à l'article 16, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), et à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa b), ou satisfait aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c), de l'article 16, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c), et de l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa c),

un tel Membre peut déroger à certaines des dispositions des parties II, III ou IV, à condition que le montant total des prestations servies au titre de la partie dont il s'agit soit au moins équivalent à 110 pour cent du montant total des prestations que l'on obtiendrait en appliquant l'ensemble des dispositions de ladite partie.

2. Tout Membre ayant eu recours à de telles dérogations indiquera, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions faisant l'objet de ces dérogations et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

## Article 43

La présente convention ne s'applique pas :

(a) aux éventualités survenues avant l'entrée en vigueur de la partie correspondante de la convention pour le Membre intéressé;

(b) aux prestations attribuées pour des éventualités survenues après l'entrée en vigueur de la partie correspondante de la convention pour le Membre intéressé, dans la mesure où les droits à ces prestations proviennent de périodes antérieures à la date de ladite entrée en vigueur.

## Article 44

1. La présente convention révisé, dans les conditions précisées ci-après, la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933; la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933; la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933; la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933; la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933.

2. L'acceptation des obligations de la présente convention par un Membre qui est partie à l'une ou à plusieurs des conventions ainsi révisées aura, à la date à laquelle la convention entrera en vigueur pour ce Membre, les effets juridiques suivants :

(a) l'acceptation des obligations de la partie II de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933;

(b) l'acceptation des obligations de la partie III de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933;

(c) l'acceptation des obligations de la partie IV de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933.

## Article 45

1. Conformément aux dispositions de l'article 75 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, les parties suivantes de ladite convention et les dispositions correspondantes dans les autres parties de ladite convention cesseront d'être applicables à tout Membre qui ratifiera la présente convention, dès la date à laquelle les dispositions de cette convention lient ce Membre, sans qu'une déclaration en application de l'article 38 soit en vigueur :

(a) partie IX, si le Membre a accepté les obligations de la partie II de la présente convention;

(b) partie V, si le Membre a accepté les obligations de la partie III de la présente convention;

(c) partie X, si le Membre a accepté les obligations de la partie IV de la présente convention.



2. À condition qu'une déclaration en application de l'article 38 ne soit pas en vigueur, l'acceptation des obligations de la présente convention sera considérée, aux fins de l'article 2 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, comme constituant l'acceptation des obligations des parties suivantes et des dispositions correspondantes dans les autres parties de ladite convention :

- (a) partie IX, si le Membre a accepté les obligations de la partie II de la présente convention;
- (b) partie V, si le Membre a accepté les obligations de la partie III de la présente convention;
- (c) partie X, si le Membre a accepté les obligations de la partie IV de la présente convention.

#### Article 46

Lorsqu'il en sera ainsi disposé dans une convention adoptée ultérieurement par la Conférence et portant sur une ou plusieurs des matières traitées par la présente convention, les dispositions de celle-ci qui seront spécifiées dans la convention nouvelle cesseront de s'appliquer à tout Membre ayant ratifié cette dernière, dès la date de son entrée en vigueur pour le Membre intéressé.

### PARTIE VIII. — DISPOSITIONS FINALES

#### Article 47

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

#### Article 48

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

#### Article 49

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, dénoncer la convention, ou l'une de ses parties II à IV, ou plusieurs d'entre elles, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la convention ou l'une de ses parties II à IV, ou plusieurs d'entre elles, à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

#### Article 50

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

#### Article 51

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

#### Article 52

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

#### Article 53

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

(a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 49 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

(b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

#### Article 54

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

## ANNEXE

CLASSIFICATION INTERNATIONALE TYPE, PAR INDUSTRIE,  
DE TOUTES LES BRANCHES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (Révisée en 1969)

## Nomenclature des branches, catégories et classes

## Classe Branche

## Branche 0. – Agriculture, sylviculture, chasse et pêche

01. Agriculture.
02. Sylviculture et exploitation forestière.
03. Chasse, piégeage et repeuplement en gibier.
04. Pêche.

## Branche 1. – Industries extractives

11. Extraction du charbon.
12. Extraction des minerais métalliques.
13. Pétrole brut et gaz naturel.
14. Extraction de la pierre à bâtir, de l'argile et du sable.
19. Extraction d'autres minéraux non métalliques.

## Branches 2 et 3. – Industries manufacturières

20. Industries alimentaires, à l'exclusion de la fabrication des boissons.
21. Fabrication des boissons.
22. Industrie du tabac.
23. Industrie textile.
24. Fabrication des chaussures et articles d'habillement et confection d'ouvrages divers en tissu.
25. Industrie du bois et du liège, à l'exclusion de l'industrie du meuble.
26. Industrie du meuble.
27. Industrie du papier et fabrication des articles en papier.
28. Imprimerie, édition et industries annexes.
29. Industrie du cuir, des fourrures et des articles en cuir et en fourrure, à l'exclusion des chaussures et autres articles d'habillement.
30. Industrie du caoutchouc.
31. Industrie chimique.
32. Industrie des dérivés du pétrole et du charbon.
33. Industries des produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon.
34. Industrie métallurgique de base.
35. Fabrication des ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport.
36. Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques.
37. Construction de machines, appareils et fournitures électriques.
38. Construction de matériel de transport.
39. Industries manufacturières diverses.

## Branche 4. – Bâtiment et travaux publics

40. Bâtiment et travaux publics.

## Branche 5. – Électricité, gaz, eau et services sanitaires

51. Électricité, gaz et vapeur.
52. Services des eaux et services sanitaires.

## Branche 6. – Commerce, banque, assurance, affaires immobilières

61. Commerce de gros et de détail.
62. Banques et autres établissements financiers.
63. Assurances.
64. Affaires immobilières.

## Branche 7. — Transports, entrepôts et communications

71. Transports.
72. Entrepôts et magasins.
73. Communications.

## Branche 8. – Services

81. Services gouvernementaux.
82. Services fournis à la collectivité.
83. Services fournis aux entreprises.
84. Services récréatifs.
85. Services personnels.

## Branche 9. – Activités mal désignées

90. Activités mal désignées.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante et unième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 29 juin 1967.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce trentième jour de juin 1967 :

Le Président de la Conférence,  
G. TESEMMA

Le Directeur général du Bureau international du Travail,  
DAVID A. MORSE

Bruxelles, le 20 mars 2015.

La Présidente,

Le Secrétaire

Le Greffier

Pour la Commission Communautaire Française :

Bruxelles, le 2 avril 2015.

Mme F. LAANAN,  
Ministre-Présidente du Collège.

R. VERVOORT,  
Membre du Collège

Mme C. JODOGNE,  
Membre du Collège

D. GOSUIN,  
Membre du Collège

Mme C. FREMAULT  
Membre du Collège

---

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31837]

**2 APRIL 2015. — Decreet houdende instemming met het Verdrag OIT n° 128  
betreffende uitkeringen wegens invaliditeit, ouderdom en aan de langstlevende, aangenomen  
te Genève op 29 juni 1967**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen, en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 daarvan.

**Art. 2.** Het IAO-verdrag n° 128 met betrekking tot de uitkeringen voor invaliditeit, ouderdom en de langstlevenden, aangenomen te Genève op 29 juni 1967, zal zijn volle effect krijgen.

*Bijlage bij het decreet houdende instemming met het Verdrag OIT n° 128 betreffende de uitkeringen wegens invaliditeit, ouderdom en aan de langstlevende, aangenomen te Genève op 29 juni 1967*

Verdrag betreffende de uitkeringen wegens invaliditeit, ouderdom en aan de langstlevende, aangenomen door de Conferentie tijdens haar 51ste zitting, Genève, 29 juni 1967

---

AANHEF

De algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie,

Bijengeroepen te Genève door de Raad van bestuur van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar bijengeroepen op 7 juni 1967, op de 51ste zitting;

Na te hebben besloten verschillende voorstellen goed te keuren met betrekking tot de herziening van het Verdrag over de ouderdomsverzekering (industrie, enz.), 1933, het verdrag over de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933, het verdrag over de invaliditeitsverzekering (industrie, enz.), 1933, het verdrag over de invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933, het verdrag over de overlijdensverzekering (industrie, enz.), 1933, en het verdrag over de overlijdensverzekering (landbouw), 1933, welk onderwerp het vierde agendapunt van de zitting is;

Na te hebben besloten dat deze voorstellen de vorm van een internationaal verdrag zullen aannemen, keurt op deze negenentwintigste dag van de maand juni negentienhonderd zevenenzestig, de hiernavolgende overeenkomst, die kan worden aangehaald als het Verdrag betreffende de uitkeringen voor invaliditeit, ouderdom en aan de langstlevende, 1967, goed.

## DEEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

## Artikel 1

Voor de toepassing van dit verdrag:

- (a) de term wetgeving omvat de wetten en reglementen en tevens de statutaire bepalingen met betrekking tot de sociale zekerheid ;
- (b) de term 'voorgeschreven' betekent bepaald door of overeenkomstig de nationale wetgeving ;
- (c) de term industriële onderneming omvat elke onderneming die actief is in de volgende takken van economische activiteit : winningsindustrieën; verwerkende industrieën; bouw en openbare werken; elektriciteit, gas, water en sanitaire diensten ; transport, opslag en communicatie ;
- (d) de term woonplaats betekent de gewone verblijfplaats op het grondgebied van het Lid, en de term ingezetene slaat op een persoon die gewoonlijk verblijft op het grondgebied van het Lid ;
- (e) de term ten laste verwijst naar de staat van afhankelijkheid die wordt verondersteld te bestaan in de voorgeschreven gevallen ;
- (f) de term echtgenote verwijst naar een echtgenote die ten laste is van haar echtgenoot ;
- (g) de term weduwe verwijst naar een vrouw die ten laste was van haar echtgenoot op het moment van zijn overlijden ;
- (h) de term kind verwijst naar:
  - (i) een kind dat jonger is dan de leeftijd waarop de schoolplicht eindigt of naar een kind jonger dan 15 jaar, waarbij met de oudste leeftijd rekening moet worden gehouden;
  - (ii) onder voorgeschreven voorwaarden, een kind jonger dan de hoogste leeftijd aangeduid in de voorgaande sub-alinea, wanneer het leerschool volgt, zijn studies verderzet, of aan een chronische ziekte lijdt of aan een gebrek dat iedere professionele activiteit onmogelijk maakt, tenzij de nationale wetgeving de term kind definieert als ieder kind jonger dan een leeftijd die beduidend hoger ligt dan deze aangeduid in de voorgaande sub-alinea ;
- (i) de term stage verwijst naar een periode van bijdrage, of een periode van tewerkstelling, of van verblijf, of iedere combinatie van deze perioden, zoals is voorgeschreven ;
- (j) de termen premievrije en niet-premievrije prestaties verwijzen respectievelijk naar die prestaties waarvan de toekenning afhangt en de prestaties waarvan de toekenning niet afhangt van een directe financiële bijdrage van de beschermde personen of van hun werkgever, of van een conditie van beroepsstage.

## Artikel 2

1. Elk lid waarvoor deze overeenkomst van toepassing is dient toe te passen :
  - (a) deel I;
  - (b) minstens één van de delen II, III en IV;
  - (c) de overeenkomstige bepalingen van de delen V en VI;
  - (d) deel VII.
2. Elk lid dient in zijn bekrachtiging het deel of de delen te specificeren onder de delen II tot IV van deze overeenkomst, waarvan hij de verplichtingen die uit deze overeenkomst voortvloeien aanvaardt.

## Artikel 3

1. Elk lid dat deze overeenkomst heeft bekrachtigd, kan vervolgens notificeren bij de Directeur-generaal van het Internationaal Arbeidsbureau, dat hij de verplichtingen aanvaardt die voortvloeien uit de overeenkomst wat betreft één of meerdere delen van de delen II tot IV, die nog niet gespecificeerd zijn in zijn bekrachtiging.
2. De in vorige paragraaf bedoelde verplichtingen zullen beschouwd worden als integraal onderdeel van de ratificatie zullen een identieke uitwerking hebben vanaf de datum van hun kennisgeving.

## Artikel 4

1. Een lid waarvan de economie niet voldoende ontwikkeld is kan, mits een gemotiveerde verklaring die zijn bekrachtiging begeleidt, aanspraak maken op het voordeel van tijdelijke afwijkingen voorzien in paragraaf 2 van artikel 9, in paragraaf 2 van artikel 13, in paragraaf 2 van artikel 16 en in paragraaf 2 van artikel 22.
2. Elk lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van de vorige paragraaf dient, in de rapporten over de toepassing van deze overeenkomst die hij gehouden wordt voor te leggen overeenkomstig artikel 22 van de Gondwet van de Internationale Arbeidsorganisatie, kennis te geven van elke uitzondering waarvan hij gebruik maakt :
  - (a) hetzij dat de redenen die het daarvoor heeft gehad nog steeds bestaan;
  - (b) hetzij dat het ervan afziet, vanaf een vastgestelde datum, om zich op de betrokken uitzondering te beroepen.
3. Elk lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van paragraaf 1 van dit artikel zal het aantal beschermde werknemers moeten verhogen, wanneer de omstandigheden dat toelaten.

## Artikel 5

Wanneer, met het oog op de toepassing van de delen II tot IV van deze overeenkomst vallend onder zijn bekrachtiging, een Lid gehouden wordt de voorgeschreven categorieën van personen die in totaal een vastgesteld percentage van werknemers of het geheel van de actieve bevolking uitmaken, dit Lid dient te verzekeren, alvorens zich ertoe te verbinden het betreffende deel toe te passen, zich ervan te vergewissen dat het percentage in kwestie werd behaald.

## Artikel 6

- Met het oog op de toepassing van de delen II, III of IV van deze overeenkomst, kan een Lid de bescherming door verzekeringen in rekening brengen, overeenkomstig zijn wetgeving, zijn niet verplicht voor de beschermde personen, wanneer deze verzekeringen :
- (a) gecontroleerd worden door de publieke overheden of gemeenschappelijk worden beheerd, conform de voorgeschreven normen, door de werkgevers en de werknemers ;
  - (b) een substantieel deel van de personen dekken waarvan het loon niet hoger ligt dan dat van een mannelijk, geschoold arbeider ;
  - (c) voldoet, samen met andere vormen van bescherming, in voorkomend geval, aan de bepalingen van de overeenkomst met betrekking tot hen.

## DEEL II. — PRESTATIES VAN ARBEIDSONGESCHIKTHEID

## Artikel 7

Elk lid waarvoor dit deel van de overeenkomst van toepassing is dient aan de beschermde personen de toekenning van arbeidongeschiktheidsuitkeringen te verzekeren, overeenkomstig de hiernavolgende artikelen van het betreffende deel.

## Artikel 8

De verzekerde gebeurtenis dient te bevatten de onmogelijkheid om eender welke beroepsactiviteit uit te oefenen, in een voorgeschreven mate, wanneer het waarschijnlijk is dat deze ongeschiktheid blijvend is en blijft duren na een voorgeschreven periode van tijdelijke of intitiële ongeschiktheid.

## Artikel 9

1. De beschermde personen dienen te bevatten:

- (a) ofwel alle loontrekkenden, leerlingen inbegrepen ;
- (b) ofwel de voorgeschreven categorieën van de economisch actieve bevolking die in totaal 75 percent uitmaken van de totale economisch actieve bevolking ;
- (c) ofwel alle verblijvenden of verblijvenden waarvan de inkomsten tijdens de verzekerde gebeurtenis de voorgeschreven limieten overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, niet overschrijden.

2. Wanneer een verklaring, afgelegd in toepassing van artikel 4, van toepassing is, dienen de beschermde personen te omvatten :

- (a) hetzij voorgeschreven categorieën loontrekkenden die in totaal tenminste 25 percent uitmaken van het geheel der loontrekkenden ;
- (b) hetzij voorgeschreven categorieën loontrekkenden van de industriële ondernemingen die in totaal tenminste 50 percent uitmaken van de werknemers van de industriële ondernemingen.

## Artikel 10

De uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid dienen te worden beloond in de vorm van periodieke en gecalculeerde betalingen ::

- (a) overeenkomstig de bepalingen, hetzij van artikel 26 hetzij van artikel 27, wanneer de loontrekkenden of de categorieën van de actieve bevolking loontrekkenden beschermd zijn ;
- (b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, wanneer alle verblijvenden of de verblijvenden waarvan de inkomsten tijdens de verzekerde gebeurtenis de limieten niet overschrijden, beschermd zijn.

## Artikel 11

1. De in artikel 10 bedoelde prestaties dienen, in geval de verzekerde gebeurtenis zich voordoet, verzekerd zijn tenminste :

- (a) voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels, een stage heeft volbracht die bestaat uit ofwel 15 jaar bijdragen of arbeid, ofwel tien jaar verblijf ;
- (b) wanneer, in principe, alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een stage van 3 jaar bijdrage heeft volbracht en waarbij tijdens de actieve periode in zijn leven, bijdragen werden betaald waarvan het gemiddelde aantal of het jaarlijkse aantal overeenkomt met een voorgeschreven cijfer.

2. Wanneer de toekenning van prestaties van werkonbekwaamheid ondergeschikt is aan de volbrenging van een minimum periode van bijdragen, tewerkstelling of verblijf, dienen verlaagde uitkeringen te worden verzekerd, minstens :

- (a) voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een stage van 5 jaar bijdragen, arbeid of verblijf heeft volbracht ;
- (b) wanneer, in principe, alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een stage van 3 jaar bijdragen heeft volbracht en waarbij tijdens de actieve periode in zijn leven, de helft van het gemiddelde jaarlijkse aantal voorgeschreven bijdragen of het aantal voorgeschreven bijdragen waarnaar alinea b) van paragraaf 1 van dit artikel verwijst, heeft gestort.

3. De bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel zullen als voldaan worden beschouwd wanneer de gecalculeerde uitkeringen overeenkomstig deel V, maar volgens een 10 eenheden lager percentage dan dit aangeduid in de aan dit deel aangehechte tabel voor het type begunstigde, zijn minstens verzekerd voor elk beschermd persoon die, volgens de voorgeschreven regels, vijf jaar bijdragen, arbeid of verblijf heeft volbracht

4. Een proportionele verlaging van het aangeduide percentage in de tabel aangehecht aan deel V kan worden ingevoerd wanneer de vereiste stage voor de toekenning van de uitkeringen die overeenkomen met het verminderd percentage hoger is dan 5 jaar bijdragen, arbeid of verblijf, maar lager dan vijftien jaar bijdragen of arbeid of aan tien jaar verblijf ; deze verlaagde uitkeringen zullen worden toegekend overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel.

5. De bepalingen van paragrafen 1 en 2 van dit artikel zullen als voldaan worden beschouwd wanneer de uitkeringen berekend overeenkomstig deel V tenminste verzekerd zijn voor elk beschermd persoon die die, volgens de voorgeschreven regels, een stage van bijdragen of arbeid heeft volbracht die de vijf jaar niet overstijgt op een minimum voorgeschreven leeftijd in functie van de leeftijd zonder echter het aantal voorgeschreven jaren te overschrijden.

## Artikel 12

De uitkeringen bedoeld in artikelen 10 en 11 dienen te worden toegekend gedurende de hele duur van de verzekerde gebeurtenis of tot hun vervanging door prestaties van ouderdom.

## Artikel 13

1. Elk lid waarop dit deel van deze overeenkomst van toepassing is dient, onder de voorgeschreven voorwaarden :

- (a) het voorzien van revalidatiediensten om de arbeidsongeschikten, daar waar mogelijk, voor te bereiden op het hervatten van hun vroegere werk of, indien dit niet mogelijk is, op het uitoefenen van een andere beroepsactiviteit die beter overeenstemt met hun bekwaam- en mogelijkheden ;
- (b) het nemen van maatregelen om het plaatsen van arbeidsongeschikten de geschikte taken te geven.

2. Wanneer een verklaring is afgelegd in toepassing van artikel 4 in voege, kan het belanghebbende Lid afwijken van de bepalingen van vorige paragraaf.

## DEEL III. — OUDERDOMSUITKERINGEN

## Artikel 14

Elk lid waarop dit deel van deze overeenkomst van toepassing is, dient aan de beschermde personen de toekenning van ouderdomsuitkeringen te verzekeren, overeenkomstig de hiernavolgende artikelen van bedoeld gedeelte.

## Artikel 15

1. De verzekerde gebeurtenis is het overleven van een voorgeschreven leeftijd.
2. De voorgeschreven leeftijd mag 65 jaar niet overschrijden. Echter, een hogere leeftijd kan worden voorgeschreven door de bevoegde overheden rekening houdend met de demografische, economische en sociale criteria, ondersteund door statistieken.
3. Indien de voorgeschreven leeftijd 65 jaar of meer is, dient deze leeftijd te worden verlaagd, onder voorgeschreven voorwaarden, voor die personen die arbeid hebben verricht die door de nationale wetgeving wordt beschouwd als zwaar of ongezond, bij de toekenning van de ouderdomsuitkeringen.

## Artikel 16

1. De beschermde personen dienen te omvatten :
  - (a) enkel de loontrekkenden, leerlingen inbegrepen ;
  - (b) hetzij voorgeschreven categorieën van de economisch actieve bevolking die in totaal tenminste 75 percent uitmaken van de totale economisch actieve bevolking ;
  - (c) hetzij alle verblijvenden waarvan de inkomsten gedurende de verzekerde gebeurtenis de voorgeschreven limieten niet overschrijden, voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 28.
2. Wanneer een verklaring is afgelegd in toepassing van artikel 4 in voege, dienen de beschermde personen te omvatten :
  - (a) hetzij de voorgeschreven categorieën loontrekkenden die tenminste 25 percent uitmaken van het geheel van de loontrekkenden ;
  - (b) hetzij de voorgeschreven categorieën loontrekkenden van de industriële ondernemingen die in totaal tenminste 50 percent uitmaken van het geheel van de industriële ondernemingen;

## Artikel 17

- De ouderdomsuitkeringen dienen te worden uitgevoerd in de vorm van berekende periodieke betalingen :
- (a) overeenkomstig de bepalingen, hetzij van artikel 26, hetzij van artikel 27, wanneer de loontrekkenden of de categorieën van de economisch actieve bevolking beschermd zijn ;
  - (b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 wanneer alle de residenten of de residenten waarvan de inkomsten tijdens de verzekerde gebeurtenis de voorgeschreven limieten niet overschrijden, beschermd zijn.

## Artikel 18

1. De in artikel 17 bedoelde uitkeringen dienen, in geval de verzekerde gebeurtenis zich voordoet, tenminste verzekerd zijn :
  - (a) voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels, een stage heeft volbracht die bestaat uit ofwel dertig jaar bijdragen of arbeid, ofwel twintig jaar verblijf;
  - (b) wanneer, in principe, alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een voorgeschreven bijdragestage heeft volbracht en waarbij tijdens de actieve periode in zijn leven, bijdragen werden betaald waarvan het gemiddelde jaarlijkse aantal overeenkomt met een voorgeschreven cijfer.
2. Wanneer de toekenning van ouderdomsuitkeringen ondergeschikt is aan de volbrenging van een minimum periode van bijdragen of tewerkstelling, dienen verlaagde uitkeringen te worden verzekerd, minstens :
  - (a) voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een stage van vijftien jaar bijdragen, arbeid of verblijf heeft volbracht ;
  - (b) wanneer, in principe, alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon die, voor de verzekerde gebeurtenis plaatshad, volgens de voorgeschreven regels een voorgeschreven bijdragestage heeft volbracht en waarbij tijdens de actieve periode in zijn leven, de helft van het gemiddelde jaarlijkse aantal voorgeschreven bijdragen waarnaar alinea b) van paragraaf 1 van dit artikel verwijst, heeft gestort.
2. De bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel zullen als voldaan worden beschouwd wanneer de berekende uitkeringen overeenkomstig deel V, maar volgens een 10 eenheden lager percentage dan dit aangeduid in de aan dit deel aangehechte tabel voor het type begunstigde, zijn minstens verzekerd voor elk beschermd persoon die, volgens de voorgeschreven regels, 10 jaar bijdragen of arbeid, of vijf jaar residentie heeft volbracht
3. Een proportionele verlaging van het aangeduide percentage in de tabel aangehecht aan deel V kan worden ingevoerd wanneer de vereiste stage voor de toekenning van de uitkeringen die overeenkomen met het verminderd percentage hoger is dan 10 jaar bijdragen of arbeid, of vijf jaar residentie, maar lager dan dertig jaar bijdragen of arbeid, of aan twintig jaar residentie; in geval de bedoelde stage hoger is dan 15 jaar bijdragen of arbeid, zullen deze verlaagde uitkeringen worden toegekend overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel.

## Artikel 19

De uitkeringen bedoeld in artikel 17 en 18 dienen te worden toestaan gedurende de hele duur van de gebeurtenis.

## DEEL IV. — NABESTAANDENUITKERINGEN

## Artikel 20

Elk lid waarop dit deel van deze overeenkomst van toepassing is dient aan de beschermde personen de uitkering van nabestaandenuitkeringen te verzekeren, overeenkomstig de hiernavolgende artikelen van bedoeld deel.

## Artikel 21

1. De verzekerde gebeurtenis dient te omvatten het verlies van bestaansmiddelen door de weduwe of de kinderen wegens het overlijden van de kostwinner.
2. Het recht van een weduwe op een nabestaandenuitkering kan ondergeschikt zijn aan de voorwaarde dat ze een voorgeschreven leeftijd heeft bereikt. Deze leeftijd mag niet hoger liggen dan de voorgeschreven leeftijd waarop men recht heeft op nabestaandenuitkeringen.

3. Echter, er kan geen leeftijdsvoorwaarde worden geëist :
  - (a) hetzij wanneer de weduwe invalide is, in de voorgeschreven zin ;
  - (b) hetzij de weduwe een kind van de overledene ten laste heeft.
4. Opdat een weduwe zonder kinderen recht zou hebben op een nabestaandenuitkering, kan een minimum huwelijksduur worden voorgeschreven.

#### Artikel 22

1. De beschermde personen dienen te omvatten :
  - (a) hetzij de echtgenoten, de kinderen en de andere personen ten laste aangeduid door de nationale wetgeving, waarvan de kostwinner loontrekkende of leerling was ;
  - (b) hetzij de echtgenoten, de kinderen en de andere personen ten laste aangeduid door de nationale wetgeving, waarvan de kostwinner behoorde tot voorgeschreven categorieën van de economisch actieve bevolking, vormend, in totaal, tenminste 75 percent van het geheel van de economisch actieve bevolking ;
  - (c) hetzij alle weduwen, alle kinderen en alle andere personen ten laste aangeduid door de nationale wetgeving die hun kostwinner hebben verloren, die de kwaliteit van resident hebben en, desgevallend, waarvan de inkomsten tijdens de verzekerde gebeurtenis de limieten niet overschrijden voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 28.
2. Wanneer een verklaring in toepassing van artikel 4 van toepassing is, dienen de beschermde personen te bevatten :
  - (a) hetzij de echtgenoten, de kinderen en de andere personen ten laste aangeduid door de nationale wetgeving, waarvan de kostwinner behoorde tot voorgeschreven categorieën van loontrekkenden vormend, in totaal, tenminste 25 percent van het geheel van de loontrekkenden ;
  - (b) hetzij de echtgenoten, de kinderen en de andere personen ten laste aangeduid door de nationale wetgeving, waarvan de kostwinner behoorde tot voorgeschreven categorieën van loontrekkenden van de industriële ondernemingen, vormend, in totaal, tenminste 50 percent van het geheel van de loontrekkenden van de industriële ondernemingen.

#### Artikel 23

- De ouderdomsuitkeringen dienen te worden uitgevoerd in de vorm van berekende periodieke betalingen :
- (a) overeenkomstig de bepalingen, hetzij van artikel 26, hetzij van artikel 27, wanneer de loontrekkenden of de categorieën van de economisch actieve bevolking beschermd zijn ;
  - (b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 wanneer alle de residenten of de residenten waarvan de inkomsten tijdens de verzekerde gebeurtenis de voorgeschreven limieten niet overschrijden, beschermd zijn.

#### Artikel 24

1. De in artikel 23 bedoelde uitkeringen dienen, in geval de verzekerde gebeurtenis zich voordoet, tenminste verzekerd zijn :
  - (a) voor een beschermd persoon waarvan de kostwinner volgens de voorgeschreven regels, een stage heeft volbracht die bestaat uit ofwel vijftien jaar bijdragen of arbeid, ofwel twintig jaar verblijf; Nochtans, wanneer het gaat om nabestaandenuitkeringen toegekend aan een weduwe, kan de volbrenging door deze van een voorgeschreven residentiestage beschouwd worden als voldoende ;
  - (b) wanneer, in principe, de vrouwen en kinderen van alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon waarvan de kostwinner volgens de voorgeschreven regels een bijdragestage heeft volbracht, op voorwaarde dat, in naam van deze kostwinner, en tijdens de actieve periode in zijn leven, bijdragen werden betaald waarvan het gemiddelde jaarlijkse aantal overeenkomt met een voorgeschreven cijfer.
2. Wanneer de toekenning van nabestaandenuitkeringen ondergeschikt is aan de volbrenging van een minimum periode van bijdragen of arbeid, dienen verminderde uitkeringen tenminste verzekerd te worden :
  - (a) aan een beschermd persoon waarvan de kostwinner volgens de voorgeschreven regels een stage heeft volbracht van vijf jaar bijdragen of arbeid;
  - (b) wanneer, in principe, de vrouwen en kinderen van alle economisch actieve personen beschermd zijn, voor een beschermd persoon waarvan de kostwinner volgens de voorgeschreven regels een bijdragestage heeft volbracht, op voorwaarde dat, in naam van deze kostwinner, en tijdens de actieve periode in zijn leven, de helft van het gemiddelde jaarlijkse aantal of het jaarlijkse aantal voorgeschreven bijdragen waarnaar alinea b) van paragraaf 1 van dit artikel verwijst, werd betaald.
3. De bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel zullen als voldaan worden beschouwd wanneer de berekende uitkeringen overeenkomstig deel V, maar volgens een tien eenheden lager percentage dan dit aangeduid in de aan dit deel aangehechte tabel voor het type begunstigde, zijn minstens verzekerd voor elk beschermd persoon die, volgens de voorgeschreven regels, vijf jaar bijdragen of arbeid, of vijf jaar residentie heeft volbracht
4. Een proportionele verlaging van het aangeduide percentage in de tabel aangehecht aan deel V kan worden ingevoerd wanneer de vereiste stage voor de toekenning van de uitkeringen die overeenkomen met het verminderd percentage hoger is dan 5 jaar bijdragen, arbeid of residentie, maar lager dan vijftien jaar bijdragen of arbeid, of aan tien jaar residentie; In geval de vereiste stage een bijdrage- of arbeidsstage is zullen verlaagde uitkeringen worden toegekend overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel.
5. De bepalingen van paragrafen 1 en 2 van dit artikel zullen als voldaan worden beschouwd wanneer de uitkeringen berekend overeenkomstig deel V tenminste verzekerd zijn voor elk beschermd persoon waarvan de kostwinner, volgens de voorgeschreven regels, een stage van bijdragen of arbeid heeft volbracht die de vijf jaar niet overstijgt op een minimum voorgeschreven leeftijd in functie van de leeftijd zonder echter het aantal voorgeschreven jaren te overschrijden.

## Artikel 25

De uitkeringen bedoeld in artikel 23 en 24 dienen te worden toegekend tijdens de hele duur van de gebeurtenis.

## DEEL V. — BEREKENING DER PERIODIEKE BETALINGEN

## Artikel 26

1. Voor elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is, dient het bedrag van de uitkeringen, vermeerderd met het bedrag van het kindergeld tijdens de gebeurtenis, zodanig te zijn, voor het type begunstigde bedoeld in de tabel in bijlage van dit deel, dat het minstens gelijk is, voor de gebeurtenis in kwestie, aan het aangegeven percentage in deze tabel met betrekking tot het totaal van de vroegere inkomsten van de begunstigde of van zijn kostwinner en aan het bedrag van het kindergeld uitgekeerd aan een beschermd persoon met dezelfde familiale lasten dan het type begunstigde.

2. Het vorige inkomen van de begunstigde of van zijn kostwinner wordt berekend overeenkomstig de voorgeschreven regels en indien de beschermde personen of hun kostwinners verdeeld zijn in klassen volgens hun inkomen, kan het vorige inkomen berekend worden volgens het basisinkomen van de klassen waartoe ze hebben behoord.

3. Een maximum kan worden voorgeschreven voor de bedragen van de uitkeringen of voor de winst die in rekening wordt gebracht in de berekening van de uitkeringen, onder voorbehoud dat dit maximum zo wordt vastgesteld dat aan de bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel wordt voldaan wanneer het vorige inkomen van de begunstigde of zijn kostwinner gelijk is aan of lager is dan het loon van een mannelijk geschoold arbeider.

4. Het vroegere inkomen van de begunstigde of van zijn kostwinner, het loon van een geschoold arbeider, de prestaties en de kindergelden worden berekend op dezelfde tijdbasis.

5. Voor de andere begunstigten worden de prestaties dusdanig berekend dat ze in een redelijke verhouding staan tot deze van de standaardbegunstigde.

6. Voor de toepassing van huidig artikel, is een geschoold arbeider :

(a) hetzij een fitter of draaier in de industrie van de machinebouw, met uitzondering van de elektrische machines ;

(b) hetzij een standaard geschoold arbeider, omschreven overeenkomstig de bepalingen van de volgende paragraaf ;

(c) hetzij een persoon waarvan het loon gelijk is aan of hoger dan het loon van 75 percent van alle beschermde personen, het loon zijnde bepaald op jaarbasis of op basis van een kortere periode, volgens wat is voorgeschreven ;

(d) hetzij een persoon waarvan het loon gelijk is aan 125 percent van het gemiddelde loon van alle beschermde personen.

7. De standaard geschoold arbeider, voor de toepassing van alinea b) van de vorige paragraaf wordt gekozen uit de klasse die het grootste aantal mannelijke beschermde personen bevat voor de gebeurtenis in kwestie, of van de kostwinners van de beschermde personen, in de tak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen bevat of van de kostwinners ; daartoe zullen we de standaard internationale Classificatie hanteren, per industrie, van alle takken van de economische activiteit, aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties op de 7de zitting, op 27 augustus 1948, en werd gereproduceerd, onder zijn heziene vorm in 1058, in bijlage van deze overeenkomst, rekening houdend met elke wijziging die nog kan worden aangebracht.

8. Wanneer de prestaties variëren van streek tot streek, kan een geschoold arbeider worden gekozen in elk van de streken, overeenkomstig de bepalingen van paragrafen 6 en 7 van dit artikel.

9. Het loon van de geschoold arbeider wordt bepaald op basis van het loon voor een bepaald aantal uren werk, hetzij door collectieve overeenkomsten, hetzij, desgevallend, door de nationale wetgeving of op grond daarvan, of door het gebruik, inbegrepen de toelagen voor de kosten van het levensonderhoud indien van toepassing ; wanneer de lonen die aldus worden bepaald verschillen van het ene tot het andere gewest en de bepalingen van vorige paragraaf niet worden toegepast, wordt het mediane loon gekozen.

## Artikel 27

1. Voor elke periodieke betaling waarvoor dit artikel van toepassing is dient het bedrag van de prestaties, vermeerderd met het bedrag van het kindergeld toegekend tijdens de gebeurtenis, dusdanig te zijn voor de standaard begunstigde bedoeld in bijgevoegde tabel van dit deel, dat het minstens gelijk is, voor de gebeurtenis in kwestie, aan het in deze tabel aangeduide percentage met betrekking tot het totaal van het loon van een mannelijk gewoon hulparbeider en tot het bedrag van de kindergelden toegekend aan een beschermd persoon met dezelfde familiale lasten als de standaard begunstigde.

2. Het loon van een mannelijk gewoon hulparbeider, de prestaties en het kindergeld worden berekend op dezelfde tijdbasis.

3. Voor de andere begunstigten worden de prestaties bepaald op die manier dat ze in een redelijke verhouding staan tot deze van de standaard begunstigde.

4. Voor de toepassing van dit artikel, is de mannelijk gewoon hulparbeider :

(a) hetzij een standaard hulparbeider in de industrie van de machinebouw, met uitzondering van de elektrische machines ;

(b) hetzij een standaard hulparbeider bepaald overeenkomstig de bepalingen van de volgende paragraaf.

5. De standaard hulparbeider, voor de toepassing van alinea b) van de vorige paragraaf wordt gekozen uit de klasse die het grootste aantal mannelijke beschermde personen bevat voor de gebeurtenis in kwestie, of van de kostwinners van de beschermde personen, in de tak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen bevat of van de kostwinners ; daartoe zullen we de standaard internationale Classificatie hanteren, per industrie, van alle takken van de economische activiteit, aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties op de 7de zitting, op 27 augustus 1948, en werd gereproduceerd, onder zijn heziene vorm in 1058, in bijlage van deze overeenkomst, rekening houdend met elke wijziging die nog kan worden aangebracht.

6. Wanneer de prestaties variëren van gewest tot gewest, kan een geschoold arbeider worden gekozen in elk van de gewesten, overeenkomstig de bepalingen van paragrafen 4 en 5 van dit artikel.

7. Het loon van de hulparbeider wordt bepaald op basis van het loon voor een bepaald aantal uren werk, hetzij door collectieve overeenkomsten, hetzij, desgevallend, door de nationale wetgeving of op grond daarvan, of door het gebruik, inbegrepen de toelagen voor de kosten van het levensonderhoud indien van toepassing ; wanneer de lonen die aldus worden bepaald verschillen van het ene tot het andere gewest en de bepalingen van vorige paragraaf niet worden toegepast, wordt het mediane loon gekozen.



## Artikel 28

Voor elke periodieke betaling waarvoor dit artikel van toepassing is :

- (a) dient het bedrag van de presaties bepaald te worden volgens een voorgeschreven barema, of volgens een barema bepaald door de openbare overheden overeenkomstig de voorgeschreven regels ;
- (b) het bedrag van de prestaties mag enkel worden verminderd in de mate dat de andere inkomsten van de familie van de begunstigde de voorgeschreven substantiële bedragen of de de bedragen bepaald door de bevoegde openbare overheden overeenkomstig de voorgeschreven regels, overschrijden ;
- (c) het totaal van de prestaties en van de andere inkomsten, na aftrek van de substantiële bedragen bedoeld in de vorige alinea, moet voldoende zijn om het gezin van de begunstigde gezonde en degelijke levensvoorwaarden te verzekeren, en mag niet lager zijn dan het bedrag van de prestaties berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 27 ;
- (d) de bepalingen van de vorige alinea worden beschouwd als voldaan indien het totaal bedrag van de betaalde prestaties krachtens het deel in kwestie, met tenminste 30 percent het bedrag overschrijdt van het totaal van de prestaties en dat men zou verkrijgen door toepassing van de bepalingen van artikel 27 en de bepalingen van :
  - (i) alinea b) van paragraaf 1 van artikel 9 voor deel II;
  - (ii) alinea b) van paragraaf 1 van artikel 16 voor deel III;
  - (iii) alinea b) van paragraaf 1 van artikel 22 voor deel IV.

## Artikel 29

1. De bedragen van de lopende periodeke betalingen bedoeld in artikel 10, 17 en 23 zullen worden herzien tengevolge van voelbare variaties op het algemeen vlak van de inkomsten of bij variaties in de levensduurte.
2. Elk lid dient de getrokken conclusies van deze herziening te vermelden in de verslagen over de toepassing van deze overeenkomst die hij gehouden is voor te leggen krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie en tevens aan te geven welke actie op dit vlak werd ondernomen.

## TABEL (BIJLAGE BIJ DEEL V) : PERIODIEK BETALINGEN AAN DE STANDAARD BEGUNSTIGDEN

- Deel Gebeurtenis Standaard begunstigde Percentage*
- II Invaliditeit Man met echtgenote en twee kinderen 50*
- III Ouderdom Man met echtgenote op pensioenleeftijd 45*
- IV Overlijden kostwinner Weduwe met twee kinderen 45*

## DELEN VI. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

## Artikel 30

De nationale wetgeving moet voorzien in het behoud van de rechten in de loop van de overname van de premievrije bijdragen van arbeidsongeschiktheid, ouderdom en de langstlevende, volgens de voorgeschreven voorwaarden.

## Artikel 31

1. De uitkeringen van arbeidsongeschiktheid, ouderdom of de langstlevende kunnen worden opgeheven, volgens de voorgeschreven voorwaarden, indien de begunstigde een lucratieve activiteit uitoefent.
2. De premievrije uitkeringen van arbeidsongeschiktheid, ouderdom of de langstlevende kunnen worden verlaagd, wanneer de inkomsten van de begunstigde het voorgeschreven bedrag overschrijdt, maar de verlaging van de uitkeringen mag daarbij niet groter zijn dan het bedrag van de inkomsten.
3. De niet premievrije uitkeringen van arbeidsongeschiktheid, ouderdom of de langstlevende kunnen worden verlaagd, wanneer de inkomsten van de begunstigde, of zijn andere inkomsten, of beide, een voorgeschreven bedrag overschrijden.

## Artikel 32

1. De uitkeringen waarop een beschermd persoon recht zou hebben in toepassing van één van de delen II tot IV van deze overeenkomst, kunnen worden opgeschort, in een mate die kan worden voorgeschreven :
  - (a) zolang de begunstigde zich niet op het op het territorium bevindt van het Lid, behalve, volgens voorgeschreven voorwaarden, wanneer het gaat om premievrije uitkeringen ;
  - (b) zolang de begunstigde onderhouden wordt door openbare fondsen of op kosten van een instelling of een dienst van sociale zekerheid;
  - (c) wanneer de begunstigde op een frauduleuse manier de uitkeringen in kwestie heeft pogen te verkrijgen;
  - (d) wanneer de gebeurtenis werd veroorzaakt door misdaad of een overtreding begaan door de begunstigde ;
  - (e) wanneer de gebeurtenis werd veroorzaakt door een ernstige en moedwillige fout van de begunstigde ;
  - (f) desgevallend, wanneer de begunstigde zonder geldige redenen nalaat de medische of revalidatiediensten te gebruiken die tot zijn beschikking worden gesteld, of hij de voorgeschreven regels niet naleeft voor de controle van de aanwezigheid van de gebeurtenis, of wegens het gedrag van de begunstigden van de uitkeringen ;
  - (g) wat betreft de uitkeringen aan de overlevenden toegekend aan een weduwe, zolang ze samenwoont.
2. In de gevallen, en binnen de limieten die zijn voorgeschreven, moet een deel van de uitkeringen die normaal zouden worden uitgekeerd worden toegekend aan de personen ten laste van de begunstigden.

## Artikel 33

1. In het geval een beschermd persoon aanspraak kan of zou kunnen maken op verschillende uitkeringen voor invaliditeit, ouderdom of de langstlevende, kunnen deze uitkeringen worden verlaagd volgens de voorgeschreven voorwaarden en limieten. Echter, de beschermde persoon dient in totaal een bedrag te ontvangen dat tenminste overeenkomt met de meest voordelige uitkeringen.
2. Wanneer een beschermd persoon aanspraak kan maken of had kunnen maken op uitkeringen voorzien in deze overeenkomst, en ze in speciën voor eenzelfde gebeurtenis andere uitkeringen van sociale zekerheid ontvangt, met uitzondering van het kindergeld, kunnen de uitkeringen verplicht in hoofde van deze overeenkomst, worden verlaagd of opgeschort volgens de voorgeschreven voorwaarden en limieten, op voorwaarde dat het gedeelte van de uitkeringen dat wordt verlaagd of opgeschort het bedrag van de andere uitkeringen niet overschrijdt.

## Artikel 34

1. Elke aanvrager dient het recht te hebben beroep aan te tekenen in geval van weigering tot uitkering of bij betwisting van de aard of het bedrag.

2. Procedures dienen te worden voorgeschreven, wat de aanvrager toelaat, desgevallend, om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door een gekwalificeerd persoon van zijn keuze of door een afgevaardigde van een representatieve organisatie van beschermde personen.

## Artikel 35

1. Elk Lid dient de algemene verantwoordelijkheid voor de dienst van de toegekende uitkeringen te aanvaarden in toepassing van deze overeenkomst en alle maatregelen nemen die daartoe vereist zijn.

2. Elk Lid dient te algemene verantwoordelijkheid te aanvaarden voor het goede beheer van de instellingen en diensten die bijdragen aan de toepassing van deze overeenkomst.

## Artikel 36

Wanneer het beheer niet wordt verzekerd door een instelling die gereguleerd is door de overheid of door een overheidsdienst die verantwoordelijkheid verschuldigd is aan een parlement, dienen vertegenwoordigers van de beschermde personen deelnemen aan het beheer volgens voorgeschreven voorwaarden ; de nationale wetgeving kan tevens de deelname voorzien van vertegenwoordigers van de wergevers en van de overheidsinstanties.

## DEEL VII. — DIVERSE BEPALINGEN

## Artikel 37

Elk Lid waarvan de wetgevig de loontrekkenden beschermt, kan, in de mate van het nodige, van de toepassing van deze overeenkomst uitsluiten :

(a) de personen die okkasideel werk verrichten ;

(b) de familieleden van de werkgever die onder hetzelfde dak wonen, in die mate dat ze voor hem werken ;

(c) andere categorieën loontrekkenden, waarvan het aantal de 10% van het geheel van de loontrekkenden, anders dan dezen die zijn uitgesloten in toepassing van alinea a) en b) van dit artikel, niet overschrijdt.

## Artikel 38

1. Elk Lid waarvan de wetgevig de loontrekkenden beschermt, kan, door een verklaring gevoegd bij zijn bekrachtiging, tijdelijk de toepassing van deze overeenkomst voor de loontrekkenden uit de landbouwsector die nog niet zijn beschermd door de wetgeving op de datum van de bekrachtiging in kwestie, uitsluiten.

2. Elk Lid dat een verklaring aflegt in toepassing van de vorige paragraaf, dient in de verslagen over de toepassing van deze overeenkomst die hij gehouden wordt voor te leggen in toepassing van artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie, aan te duiden in welke mate hij gevolg heeft gegeven en welk gevolg hij wenst te geven aan de bepalingen van de overeenkomst wat betreft de loontrekkenden uit de landbouwsector, en tevens welke vooruitgang werd geboekt met het oog op de toepassing van de overeenkomst voor deze loontrekkenden, of, wanneer er geen verandering te melden valt, alle nodige uitleg te verschaffen.

3. Elk lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van paragraaf 1 van dit artikel zal het aantal beschermde loontrekkenden van de landbouwsector moeten verhogen in een mate en volgens een ritme die de omstandigheden toelaat.

## Artikel 39

1. Elk Lid dat deze overeenkomst ratificeert kan, door een verklaring gevoegd bij zijn ratificatie, uitsluiten van de toepassing van de overeenkomst :

(a) de mensen van de zee, de vissers op zee inbegrepen.

(b) het personeel van het openbaar ambt,

wanneer de categorieën beschermd zijn door speciale regimes die uitkeringen toekennen die in totaal minstens gelijk zijn aan deze voorzien in deze overeenkomst.

2. Wanneer een verklaring, afgelegd in toepassing van vorige paragraaf in voege treedt, kan het Lid de in deze verklaring bedoelde personen uitsluiten van het aantal personen in rekening genomen voor de berekening van de percentages voorzien in alinea b) van paragraaf 1 en alinea b) van paragraaf 2 van artikel 9, van alinea b) van paragraaf 1 en van alinea b) van paragraaf 2 van artikel 16, van alinea b) van paragraaf 1 en van alinea b) van paragraaf 2 van artikel 22 en van alinea c) van artikel 37.

3. Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1 van dit artikel, kan vervolgens aan de Directeur-generaal van het Internationaal Arbeidsbureau melden dat hij de verplichtingen van deze overeenkomst voor wat betreft elke categorie die werd uitgesloten tijdens de ratificatie aanvaardt.

## Artikel 40

Indien een beschermd persoon volgens de nationale wetgeving in het geval van overlijden van de kostwinner kan genieten van periodieke uitkeringen anders dan de uitkeringen aan de nabestaanden, kunnen deze periodieke uitkeringen worden gevoegd bij de uitkeringen aan de nabestaanden met het oog op de toepassing van deze overeenkomst.

## Artikel 41

1. Wanneer een Lid :

(a) de verplichtingen heeft aanvaard van deze overeenkomst wat betreft de delen II, III en IV,

(b) een percentage beschermt van de economisch actieve bevolking dat minstens tien eenheden hoger ligt dan het vereiste percentage in artikelen 9, paragraaf 1, alinea b), artikel 16, paragraaf 1, alinea b), en artikel 22, paragraaf 1, alinea b), of tegemoet komt aan de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, alinea c), van artikel 16, paragraaf 1, alinea c), en van artikel 22, paragraaf 1, alinea c),

(c) garanties verstrekt ten aanzien van tenminste twee van de gebeurtenissen gedekt door de delen II, III en IV van de uitkeringen voor een bedrag dat overeenkomt met een percentage van tenminste 5 eenheden meer dan de percentages aangeduid in de tabel bijgevoegd bij deel V.

Een dergelijk Lid kan zich beroepen op de bepalingen van de volgende paragraaf.

2. Genoemd Lid mag:

(a) in toepassing van paragraaf 2, alinea b), artikel 24, paragraaf 2, alinea b), de aangegeven stage van 3 jaar vervangen door een stage van 5 jaar ;

(b) de begunstigden bepalen van de uitkeringen aan de nabestaanden, op een verschillende manier dan deze bepaald in artikel 21, maar die garandeert dat het totaal aantal begunstigden niet lager ligt dan het aantal dat zou resulteren uit de toepassing van artikel 21.

3. Elk Lid dat zich beroept op de bepalingen van de vorige paragraaf zal in zijn verslag over de toepassing van deze overeenkomst aanduiden dat hij gehouden is, in toepassing van artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie, de staat van zijn wetgeving voor te leggen, van zijn praktijken wat betreft de kwesties die in deze paragraaf worden bedoeld, en van de geboekte vooruitgang met het oog op de volledige toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst.

#### Artikel 42

1. Wanneer een Lid :

(a) de verplichtingen heeft aanvaard van huidige overeenkomst voor wat betreft de delen II, III en IV,

(b) een percentage beschermt van de economisch actieve bevolking dat minstens tien eenheden hoger ligt dan het vereiste percentage in artikele 9, paragraaf 1, alinea b), artikel 16, paragraaf 1, alinea b), en artikel 22, paragraaf 1, alinea b), of tegemoet komt aan de bepalingen van artikel 9, paragraaf 1, alinea c), van artikel 16, paragraaf 1, alinea c), en van artikel 22, paragraaf 1, alinea c),

Een dergelijk Lid mag afwijken van bepaalde bepalingen van de delen II, III of IV, op voorwaarde dat het totale bedrag van de uitkeringen uitgekeerd in hoofde van het betreffende deel tenminste gelijk is aan 110 percent van het totale bedrag van de uitkeringen dat men zou bekomen in toepassing van het geheel van de bepalingen van het betreffende deel.

2. Elk Lid dat een beroep heeft gedaan op dergelijke afwijkingen dient aan te duiden, in de verslagen over de toepassing van deze overeenkomst, dat hij gehouden is, in toepassing van artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie, de staat van zijn wetgeving voor te leggen, van zijn praktijk wat betreft de kwesties die het onderwerp uitmaken van deze afwijkingen, en van de geboekte vooruitgang met het oog op de volledige toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst.

#### Artikel 43

De huidige overeenkomst is niet van toepassing :

(a) op de gebeurtenissen die hebben plaatsgehad voor de invoegetrede van het corresponderende deel van de overeenkomst voor het betrokken Lid ;

(b) op de uitkeringen die werden toegekend voor gebeurtenissen die hebben plaatsgehad na de invoegetrede van het corresponderende deel van de overeenkomst voor het betrokken Lid, in die mate dat de rechten op deze uitkeringen voortvloeien uit perioden voorafgaand aan de datum van de genoemde invoegetrede.

#### Artikel 44

1. De huidige overeenkomst herzielt, onder de hierna vermelde voorwaarden, de overeenkomst inzake de ouderdomsverzekering (industrie, etc.), 1933; de overeenkomst inzake de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933; de overeenkomst inzake invaliditeitsverzekering (industrie, etc.), 1933; de overeenkomst inzake invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933; de overeenkomst inzake overlijdensverzekering (industrie, etc.), 1933, en de overeenkomst inzake overlijdensverzekering (landbouw), 1933.

2. De aanvaarding van de verplichtingen van deze overeenkomst door een Lid dat partij is bij één of meerdere van de overeenkomsten aldus herzien zal, op de datum waarop de overeenkomst invoege treedt, de volgende juridische gevolgen hebben:

(a) de aanvaarding van de verplichtingen van deel II van de overeenkomst impliceert, van rechtswege, de onmiddellijke opzegging van de overeenkomst inzake invaliditeitsverzekering (industrie, etc.), 1933; de overeenkomst inzake invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933;

(b) de aanvaarding van de verplichtingen van deel II van de overeenkomst impliceert, van rechtswege, de onmiddellijke opzegging van de overeenkomst inzake de ouderdomsverzekering (industrie, etc.), 1933; de overeenkomst inzake de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933;

(c) de aanvaarding van de verplichtingen van deel II van de overeenkomst impliceert, van rechtswege, de onmiddellijke opzegging van de overeenkomst inzake overlijdensverzekering (industrie, etc.), 1933, en de overeenkomst inzake overlijdensverzekering (landbouw), 1933.

#### Artikel 45

1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 75 van deze overeenkomst betreffende de sociale zekerheid (minimumnorm), 1952, zullen de volgende partijen van betreffende overeenkomst en de overeenkomstige bepalingen in de andere delen van deze overeenkomst niet langer van toepassing zijn vanaf de datum waarop de bepalingen dit Lid verbindt, zonder dat een verklaring in toepassing van artikel 38 van toepassing is :

(a) deel IX, indien het Lid de verplichtingen van deel II van deze overeenkomst heeft aanvaard ;

(b) deel V, indien het Lid de verplichtingen van deel III van deze overeenkomst heeft aanvaard ;

(c) deel X, indien het Lid de verplichtingen van deel IV van deze overeenkomst heeft aanvaard.

2. Op voorwaarde dat een verklaring in toepassing van artikel 38 niet van kracht is, zal de aanvaarding van de verplichtingen van deze overeenkomst beschouwd worden, in de zin van artikel 2 van de overeenkomst betreffende de sociale zekerheid (minimumnorm), 1952, als vormend de aanvaarding van de verplichtingen van de volgende partijen en overeenkomstige bepalingen in andere delen van deze overeenkomst :

(a) deel IX, indien het Lid de verplichtingen van deel II van deze overeenkomst heeft aanvaard;

(b) deel V, indien het Lid de verplichtingen van deel III van deze overeenkomst heeft aanvaard;

(c) deel X, indien het Lid de verplichtingen van deel IV van deze overeenkomst heeft aanvaard;

## Artikel 46

Wanneer het zo bepaald wordt in een overeenkomst achteraf gesloten door de Conferentie en houdende één of meerdere door huidige overeenkomst behandelde materies, zullen de bepalingen van deze, die gespecificeerd worden in de nieuwe overeenkomst, ophouden van toepassing te zijn op elk Lid dat deze laatste heeft bekrachtigd, vanaf de datum van zijn invoegetrede voor het betrokken lid.

## DEEL VIII. — SLOTBEPALINGEN

## Artikel 47

Der formele bekrachtigingen van deze overeenkomst zullen worden medegedeeld aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door hem worden geregistreerd.

## Artikel 48

1. Deze overeenkomst verbindt enkel de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie waarvan de bekrachtiging werd geregistreerd door de Directeur-Generaal.

2. Ze wordt van kracht twaalf maanden nadat de ratificaties van twee Leden werden geregistreerd door de Directeur-Generaal.

3. Vervolgens wordt deze overeenkomst van kracht voor elk Lid twaalf maanden nadat zijn bekrachtiging werd geregistreerd.

## Artikel 49

1. Elk Lid dat deze overeenkomst heeft bekrachtigd kan, bij het verstrijken van een periode van 10 jaar na de datum van de initiële invoegestelling van de overeenkomst, de overeenkomst opzeggen, of één van haar delen II tot IV, of meerdere ervan, door een mededeling gericht aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau, die door hem zal worden geregistreerd. De opzegging gaat van kracht één jaar nadat ze werd geregistreerd.

2. Elk Lid dat de overeenkomst heeft bekrachtigd, binnen de termijn van één jaar na het beëindigen van de periode van 10 jaar vermeld in de vorige paragraaf, en geen gebruik maakt van het recht van opzegging voorzien door dit artikel, zal gebonden zijn voor een nieuwe periode van tien jaar en kan daarna de overeenkomst of één of meerdere van haar delen opzeggen bij het aflopen van elke periode van tien jaar onder de voorwaarden voorzien in dit artikel.

## Artikel 50

1. De Directeur-generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan alle Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie de registratie betekenen van alle bekrachtigingen en opzeggingen die hem door de Leden van de Organisatie worden overgemaakt.

2. Bij kennisgeving aan de Leden van de organisatie van de registratie die hem werd gecommuniceerd, zal de Directeur-generaal de aandacht van de Leden vestigen op de datum waarop deze overeenkomst van kracht wordt.

## Artikel 51

De Directeur- generaal van het Internationaal Arbeidsbureau deelt aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties mee, met het oog op de registratie, overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties, de volledige inlichtingen betreffende de bekrachtigingen en alle daden van opzegging die hij heeft geregistreerd overeenkomstig de voorgaande artikelen.

## Artikel 52

Telkens de rechter het nodig acht, zal de Raad van beheer van het Internationaal arbeidsbureau aan de algemene Conferentie een rapport voorleggen over de toepassing van deze overeenkomst en onderzoeken of het nodig is de gedeeltelijke of gehele herziening op het agenda van de Conferentie te plaatsen.

## Artikel 53

1. In het geval dat de Conferentie een nieuwe overeenkomst zou aanvaarden houdende de volledige herziening van huidige overeenkomst, en tenzij de nieuwe overeenkomst anders over bepaalt:

(a) de bekrachtiging door een Lid van de nieuwe overeenkomst houdende de herziening, ipso jure de onmiddellijke opzegging van deze overeenkomst ten gevolge hebben, in afwijking van artikel 49 hierboven, mits de nieuwe overeenkomst houdende herziening in voege is getreden.

(b) vanaf de datum van de invoegetrede van de nieuwe overeenkomst houdende herziening, houdt de huidige overeenkomst op open te staan voor bekrachtiging van de Leden.

2. De huidige overeenkomst blijft in ieder geval van kracht, in vorm en inhoud, voor de Leden die haar hebben bekrachtigd en die de overeenkomst houdende herziening niet hebben bekrachtigd.

## Artikel 54

De Franse en Engelse versie van de tekst van deze overeenkomst zijn gelijkelijk authentiek.

## BIJLAGE

INTERNATIONAL STANDARD CLASSIFICATION, PER INDUSTRIE,  
ALLE TAKKEN VAN DE ECONOMISCHE ACTIVITEIT (herzien in 1969)

## Nomenclatuur van de takken, categorieën en klassen

## Klasse Tak

## Tak 0. – Landbouw, bosbouw, jacht en visvangst

01. Landbouw.
02. Bosbouw en bosontginning
03. Jacht, vangmethoden en herbevolking van wild
04. Visvangst.

## Tak 1. – Winingindustrieën

11. Wining van kolen
12. Wining van metaalertsen
13. Ruwe petroleum en aardgas
14. Wining van bouwstenen, klei en zand
19. Wining van andere niet-metaalertsen

## Takken 2 en 3. – Verwerkende industrieën

20. Voedingsindustrie met uitzondering van de dranken
21. Drankenindustrie.
22. Tabaksindustrie
23. Textielindustrie
24. Vervaardiging van schoenen en kledingsartikelen en vervaardiging van diverse werken in stof.
25. Hout- en kurkindustrie, met uitzondering van de meubelindustrie
26. Meubelindustrie
27. Papierindustrie en vervaardiging van papieren artikelen
28. Drukkerij, uitgeverij en verwante industrieën
29. Industrie van het leder, pelsen en artikelen in leder en pels, met uitzondering van de schoenen en andere kledingsartikelen
30. Rubberindustrie
31. Chemische industrie
32. Industrie van de derivaten van aardolie en steenkool
33. Industrieën van niet-metaalhoudende minerale producten met uitzondering van de derivaten van aardolie en steenkool
34. Basis metaalindustrie
35. Vervaardiging van producten uit metaal, met uitzondering van machines en transportmaterieel
36. Vervaardiging van machines, met uitzondering van elektrische machines
37. Vervaardiging van machines, apparaten en elektrische benodigdheden
38. Vervaardiging van transportmaterieel
39. Diverse verwerkende industrieën

## Tak 4. – Bouw en openbare werken

40. Bouw en openbare werken.

## Tak 5. – Elektriciteit, gas en sanitaire diensten

51. Elektriciteit, gas en stoom
52. Water- en sanitaire diensten

## Tak 6. – Handel, banken, verzekeringen, immobiëlen

61. Groot- en kleinhandel
62. Banken en andere financiële instellingen
63. Verzekeringen.
64. Immobiëlen

## Tak 7. — Transport, opslag en communicatie

71. Transport
72. Opslag en magazijnen
73. Communicatie

## Tak 8. – Diensten

81. Overheidsdiensten.
82. Diensten aan de gemeenschap
83. Diensten aan de ondernemingen
84. Recreatieve diensten
85. Persoonlijke diensten

## Tak 9. – Niet adequaat gedefinieerde diensten

## 90. Niet adequaat gedefinieerde diensten

De tekst die voorafgaat is de authentieke tekst van de overeenkomst, naar behoren aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie in haar eenenvijftigste zitting die werd gehouden te Genève en voor gesloten verklaard op 29 juni 1967.

Ten blijke waarvan hebben ondertekend op deze 30ste juni 1967 :

De Voorzitter van de Conferentie,  
G. TESEMMA

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau,  
DAVID A. MORSE

Brussel, 20 maart 2015

De Voorzitter,

De Secretaris

De Griffier

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

Brussel, 2 april 2015

Mevr. F. LAANAN  
Minister-President van het College.

R. VERVOORT,  
Lid van het College

Mevr. C. JODOGNE,  
Lid van het College

D. GOSUIN,  
Lid van het College

Mevr. C. FREMAULT,  
Lid van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31836]

2 AVRIL 2015. — Décret portant assentiment à la Convention OIT n° 175  
concernant le travail à temps partiel, adoptée à Genève le 24 juin 1994

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** La Convention OIT n° 175 sur le travail à temps partiel, adoptée à Genève le 24 juin 1994, sortira son plein et entier effet.

*Annexe au décret portant assentiment à la Convention OIT n° 175 concernant le travail à temps partiel, adoptée à Genève le 24 juin 1994*

Convention concernant le travail à temps partiel, adoptée par la Conférence à sa quatre-vingt-unième session, Genève, 24 juin 1994

Préambule

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1994, en sa quatre-vingt-unième session;

Notant la pertinence, pour les travailleurs à temps partiel, des dispositions de la Convention sur l'égalité de rémunération (1951), de la Convention concernant la discrimination (emploi et profession) (1958), et de la Convention et de la recommandation sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales (1981);

Notant aussi la pertinence, pour ces travailleurs, de la Convention sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage (1988), et de la Recommandation concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires) (1984);

Reconnaissant l'importance que revêt pour l'ensemble des travailleurs un emploi productif et librement choisi, l'importance du travail à temps partiel pour l'économie, la nécessité pour les politiques de l'emploi de prendre en compte le rôle que joue le travail à temps partiel dans la création de possibilités d'emploi supplémentaires et la nécessité d'assurer la protection des travailleurs à temps partiel dans les domaines de l'accès à l'emploi, des conditions de travail et de la sécurité sociale;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au travail à temps partiel, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-quatorze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le travail à temps partiel, 1994.

Article 1<sup>er</sup>

Aux fins de la présente convention :

(a) l'expression travailleur à temps partiel désigne un travailleur salarié dont la durée normale du travail est inférieure à celle des travailleurs à plein temps se trouvant dans une situation comparable;

(b) la durée normale du travail visée à l'alinéa a) peut être calculée sur une base hebdomadaire ou en moyenne au cours d'une période d'emploi donnée;